



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Affaire suivie par : Mme Marie-Christine WEISS

Tél. : 03 89 29 22 22

marie-christine.weiss@haut-rhin.gouv.fr

DREAL

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DU HAUT-RHIN

Affaire suivie par : M. Emmanuel HOUIN

Tél. : 03 88 13 08 78

emmanuel.houin@developpement-durable.gouv.fr

Colmar, le 3 juin 2026

Monsieur le Directeur,

Le service des installations classées m'a rendu compte de la visite d'inspection menée le 12 mai dernier sur votre site de carrière sis à Wittenheim(68). Celle-ci était effectuée dans le cadre de l'examen des suites données à mon arrêté de mise en demeure du 15 février 2024.

J'ai noté que les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement vous ont transmis le rapport d'inspection par courriel du 27 mai 2026 dont vous avez accusé réception le même jour.

.../...

Monsieur le Directeur
de la société MICHEL
150 rue de Pfastatt
B.P 60046
68260 KINGERSHEIM

Il a été constaté tout d'abord que les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté de mise en demeure susmentionné concernant respectivement le phasage d'exploitation, le matériel d'extraction et la remise en état sont devenus caducs à la suite de mon dernier arrêté portant prescriptions complémentaires du 23 mars 2026 notifié le 24 mars 2026. Cet arrêté découlait de l'instruction de votre dossier de porter à connaissance en date du 30 novembre 2023.

S'agissant des 4 autres articles, il ressort que vous avez remédié à l'ensemble des non-conformités relevées soit :

- les mares en faveur des batraciens qui sont à présent isolées de l'eau libre du plan d'eau, (article 5),
- un suivi écologique a été mis en place sur le site et un échéancier de visites est établi (article 6),
- un registre mentionne la surveillance et l'entretien de l'ouvrage de séparation des deux plans d'eau du site (article 7),
- les zones dangereuses relevées possèdent un dispositif interdisant leur accès (article 8).

Toutes les prescriptions portées par l'arrêté de mise en demeure du 15 février 2024 sont désormais respectées.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

copie à
- DREAL – UD68
2 Place du Général de Gaulle
68100 Mulhouse
A l'attention de M. Emmanuel HOUIN
vos réf. : 0006700352_2026_05_12_Michel_Wittenheim_PAC